

Avant-Propos

Pourquoi ce livre fut-il écrit. Objets de l'étude.
Le pouvoir. L'élite au pouvoir. À propos des documents.
Étapes de cette histoire du pouvoir. Héros ?

Pourquoi ce livre fut-il écrit ? Cette étude est venue d'une aspiration naturelle de l'historien à comprendre ce qui arriva au pays à la fin du XX^e siècle, pourquoi l'Union soviétique cessa d'exister et disparut en quelques mois. Dès le moment de la désagrégation de l'URSS, l'ordre mondial changea et la structure politique qui se forma après la Deuxième Guerre mondiale cessa définitivement d'exister. Une étape de l'histoire



mondiale était achevée. Nous avons eu l'occasion d'être les témoins de cet événement. Sans l'ombre d'un doute, l'écroulement de l'URSS et du pouvoir soviétique sera pour les décennies et les siècles à venir l'un des sujets centraux de la science historique mondiale et nationale.

Une autre motivation, personnelle celle-là, se trouve aussi à l'origine de l'écriture de ce livre. J'ai eu l'occasion de diriger le service des archives d'État de la Russie de 1990 à 1996. Au sens direct et exact de ce mot, j'ai eu la chance de voir la destruction de l'URSS, du Parti communiste de l'Union soviétique et de leurs institutions les plus importantes. Sous mes yeux, mais partiellement, et avec ma participation personnelle, de nouvelles institutions apparaissaient et les traditions de la vieille structure d'État antérieure à la Révolution d'Octobre renaissaient^a. J'ai pu observer de près l'activité du pouvoir aux étapes de crises, critiques, de l'histoire du pays (et des crises au cours de ces cinq années, il y en eut beaucoup !)

Il était difficile de ne pas réfléchir : pourquoi, comment, par qui se fait l'histoire, comment les alternatives de développement d'aujourd'hui s'étendent-elles le lendemain dans le lit de Procruste du passé sans alternatives ?

Lorsque l'on voit le pouvoir de si près, on commence à comprendre certaines de ses particularités beaucoup mieux que lorsqu'on regarde son reflet dans les documents. Surgit alors une idée qui épouvante l'historien, selon laquelle la richesse des processus historiques concrets n'est pas



épuisée par ce que nous nommons les sources historiques, qu'elle ne peut pas être rangée dans les classeurs d'archives ou prise en considération dans les catalogues des bibliothèques. La conduite, et d'une personne spécifique au pouvoir, et des groupes sociaux, dépend fondamentalement des humeurs et des réflexions, des conceptions individuelles du monde, des particularités de l'éducation et de la formation, des attentes publiques et des ambitions personnelles, donc de tout ce qui en général, n'est pas formulé dans les documents. Aucun groupe d'analystes, aucun appareil ou « entourage », aucune institution formelle du pouvoir, ne peut remplacer ce « principe de complémentarité » dans la compréhension des actions « de l'homme de pouvoir » (et j'ajouterais, comme de n'importe quelle autre personne).

Cette imperceptible **autoélucidation**, de pair avec les procédés professionnels et les méthodes de la science historique, sert de moyen à la connaissance du passé et du présent, à la compréhension de « l'esprit de l'histoire », de son sens. L'historien-contemporain, l'historien qui se situe à l'intérieur du processus historique qu'il étudie (à n'importe quelle hypostase de ce processus) est toujours voué à être accusé d'avoir une opinion préconçue, justement^b parce qu'il est obligé de violer la recommandation des historiens antiques : contempler le passé sans colère et sans partialité. Cependant, il dispose d'un avantage, celui de refléter **sa vérité**^c, s'appuyant sur la solide base des méthodes propres à son temps et celle de la science historique, de compléter (ou de corriger) la



compréhension de ce que le contemporain et acteur des événements connaît « sur le bout des doigts » par les connaissances de l'historien professionnel.

Ce livre est ainsi devenu une tentative de combiner l'application des méthodes proprement historiques de l'étude avec les observations concrètes et les connaissances « de l'homme de pouvoir ».

Les objets de cette étude sont présentés dans le titre du livre.

L'Union soviétique fut une forme unique d'organisation du pouvoir d'État en Russie, qui disposait déjà au début du XX^e siècle d'une histoire millénaire, un pouvoir désireux de refuser au pays l'héritage de son histoire, persuadant les citoyens par la bouche du « poète le plus talentueux de l'époque soviétique », V. Maïakovski, que

*Aux autres pays, des années par centaines,
L'histoire, la gueule du cercueil,
Mais notre pays est adolescent,
Crée, invente, essaie !*

Le pouvoir. L'objet de cette étude, c'est le pouvoir en URSS. Chacun sait ce qu'est le pouvoir, ce que l'on nomme ainsi, intuitivement. Mais formuler ce concept de pouvoir est difficile. En tout état de cause, je devais chercher



cette notion, rejetant successivement les idées reçues. L'une d'elles étant que le pouvoir appartenait au Parti communiste de l'Union soviétique.

Je ne suis pas d'accord avec cela. Bien sûr, le Parti communiste de l'Union soviétique était proclamé dans la Constitution soviétique de 1977 « noyau du système politique ». En effet, le Parti communiste de l'Union soviétique, en tant qu'organisation politique de masse, occupait les fonctions administratives, qu'il remplissait soit directement, soit par le biais des organisations du Parti.

Mais :

- Dans ce Parti communiste de l'Union soviétique, organisation politique de masse, il existait une hiérarchie rigide séparant l'appareil du Parti des membres ordinaires ;
- Le principe du « centralisme démocratique », à la base l'organisation du Parti, excluait pratiquement toute possibilité de mouvement des propositions « du bas vers le haut ». Les décisions qui étaient prises par la direction du Parti communiste de l'Union soviétique, de plus, ne répondaient pas le moins du monde aux procédures prévues par les Statuts du Parti.

Cette représentation selon laquelle le pouvoir en Union soviétique appartenait à l'organe, qui réellement (et non selon les Statuts du Parti) dirigeait le Parti, son Politburo, n'est pas non plus justifiée. Oui, les hauts dirigeants de l'État s'y retrouvaient, mais au cours de plusieurs périodes



de l'histoire du pays, à la fin des années 30^d, ainsi que pendant la guerre et dans l'après-guerre, et presque jusqu'en 1956, les décisions les plus importantes étaient prises, non pas lors des séances du Politburo, mais bien suivant « l'ordre du procès-verbal », c'est-à-dire qu'elles étaient régularisées après coup. En 1946, le Politburo fut convoqué 7 fois seulement, 10 fois en 1947, 16 fois en 1948, 6 fois en 1950, 5 fois en 1951 et seulement 4 fois en 1952^e. À cette époque, c'est tout juste si les décisions du Sovmin de l'URSS, où le pouvoir était concentré de façon beaucoup plus grande que dans la direction du Parti à proprement parler, n'étaient pas plus importantes. Khrouchtchev nettoya les effectifs de cette structure supérieure de l'appareil de Parti, éliminant tous ceux qui pouvaient être potentiellement dangereux pour lui.

Les décisions portant sur les éléments revêtant une grande importance politique étaient prises, en général, par un cercle des plus étroits de dirigeants. Ainsi, la décision d'envoyer les troupes soviétiques en Afghanistan le 12 décembre 1979 fut prise à la maison de campagne de Brejnev par le directeur du KGB, Andropov, le ministre de la Défense Oustinov, le ministre des Affaires étrangères Gromyko, le secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique Brejnev et le directeur général du Comité central Tchernenko, et fut régularisée plus tard seulement comme décision du Politburo^f. Les changements les plus importants en matière de cadre, depuis le cercle étroit des « héritiers de Staline » en mars 1953 jusqu'à la démission de



Khrouchtchev en octobre 1964, étaient prédéterminés par une dizaine de fonctionnaires supérieurs, pour être approuvés seulement ensuite par des résolutions du Politburo, des plénums du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, de la Présidence du Soviet suprême de l'URSS et du Conseil des ministres de l'URSS.

Ni le KGB, ni le ministère des Affaires intérieures, ni le ministère de la Défense, malgré toute leur puissance et leur influence, ne disposaient d'une quelconque indépendance politique, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient pas eux-mêmes, en solitaire, mener une politique d'État.

Il existait en Union soviétique un symbole spécifique du pouvoir : le téléphone couleur ivoire portant les armoiries de l'URSS sur son cadran. Ces téléphones se divisaient en deux catégories : les systèmes téléphoniques centraux (ATS) 1 et 2. Les téléphones témoignaient du droit de leur propriétaire à se servir des lignes de liaison gouvernementales protégées. L'ATS-1 représentait la catégorie supérieure du secret.

Le possesseur d'un tel téléphone entrait dans les catégories supérieures de la *nomenklatura*. La sonnerie de ce téléphone constituait un moyen original de réalisation du pouvoir dans toutes les sphères de la vie de la société soviétique. L'appartenance au groupe de personnes qui étaient incluses dans la liste des abonnés de l'ATS-1 leur offrait un « droit téléphonique », c'est-à-dire la possibilité de résoudre les problèmes les plus variés directement, en contournant de nombreuses difficultés



bureaucratiques. Cette liste incluait les membres du Politburo, les secrétaires du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, les commentateurs politiques et les rédacteurs en chef, les représentants du corps des officiers généraux supérieurs et du Præsidium de l'Académie des sciences de l'URSS, les chefs des ministères et des départements, les directeurs d'usines et les recteurs des plus grandes universités.

Ces personnages centraux de l'État soviétique résidant à Moscou, suivant le répertoire de l'ATS-1 au 1 juin 1991, incluait 634 personnes^g. Il est nécessaire d'ajouter à cela les dirigeants habitant dans les capitales des républiques fédérales et autonomes, de même que dans les chefs-lieux des kraïs et oblasts^h. La liste des abonnés des centrales téléphoniques automatiques interurbaines gouvernementales incluait les fonctionnaires supérieurs du Parti et de l'État, les directeurs des plus importantes entreprises industrielles, les commandants des districts militaires régionaux et des grands corps d'armées, les directeurs du KGB. Cette liste, pour l'ensemble de l'URSS, incluait environ 2 800 dirigeants locauxⁱ.

L'élite au pouvoir. La vieille plaisanterie soviétique, affirmant que le pouvoir en URSS était concentré à l'intérieur du *Sadovoïe Koltsoï* et que ce qui était bon pour ses habitants l'était aussi pour tout le pays, avait un certain fondement. Le pouvoir dans l'URSS d'après-guerre était réparti entre les principaux centres administratifs du pays, avant tout entre les chefs des quatre principaux services du pays : ceux de l'appareil du CC du



PCUS^k à la Vieille place, ceux du Sovmin^l de l'URSS au Kremlin, ceux du KGB à la Loubianka et enfin, ceux du ministère de la Défense au « District militaire de l'Arbat ».

Une partie de l'élite dirigeante était aussi constituée par les représentants des institutions supérieures de la direction politique, en région et au centre, soit les secrétaires d'obkoms et de kraïkoms^m, ceux des comités centraux des républiques fédéréesⁿ, les ministres, les substituts des ministres et les membres du Collège des ministères et des départements des républiques fédérées^o, les représentants supérieurs de l'appareil soviétique, ceux des forces armées, du KGB, de la Justice, des industries, des sciences, de la propagande et de la culture, qui étaient les membres et les membres-candidats du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et de la Commission de contrôle central du Parti communiste de l'Union soviétique^p. Nous ajouterons à cette énumération le groupe de dirigeants qui disposait d'un véritable pouvoir en région, soit celui des administrateurs des services des obkoms, des kraïkoms et des comité centraux des républiques fédérées^q.

Des liens étroits existaient entre ces deux centres de pouvoir, local et central. À tous les échelons de la direction, de l'appareil du Comité central jusqu'au Conseil des ministres et aux ministères, on portait une attention particulière aux demandes et aux propositions du premier secrétaire du comité régional du Parti à Moscou. Les discussions avec les secrétaires des comités régionaux faisaient partie du rituel obligatoire des secrétaires



généraux du Comité central. Les raisons à cela étaient diverses. C'est avant tout parce que les secrétaires des comités régionaux, étant pour la plupart membre du Comité central, participaient aux votes lors des plénums du Comité central, et que conséquemment, les relations avec les secrétaires pouvaient, ou bien affermir le pouvoir du premier secrétaire, comme ce fut le cas lors du plénum de juin 1957, ou bien entraîner son départ, comme il arriva à Khrouchtchev lors du plénum d'octobre 1964. De bonnes relations avec les premiers secrétaires constituaient la garantie du bon fonctionnement de la « machine à voter » lors des plénums et des congrès du Parti.

En outre, l'exécution des programmes gouvernementaux dans les domaines de l'industrie, de la défense et de l'agriculture dépendait jusqu'à un certain point de l'activité des premiers secrétaires des comités régionaux et des comités de territoire du Parti, puisque ceux-ci disposaient des possibilités de diriger « les ressources locales » en vue de l'accomplissement des tâches qui étaient considérées comme « nationales ».

Les représentants de l'autorité au niveau local comblaient constamment une série de postes bureaucratiques dans la capitale, y compris au niveau supérieur. Qu'il suffise de rappeler les carrières de Khrouchtchev et de Brejnev, d'Andropov et de Gorbatchev.



À leur tour, les chefs locaux dépendaient de façon considérable du pouvoir central, que ce soit pour les investissements dans leurs régions, la répartition des « fonds », c'est-à-dire l'approvisionnement garanti en produits industriels et de consommation, ou encore pour résoudre différents problèmes individuels et personnels, comme l'obtention d'un appartement confortable au centre de Moscou, ou l'accès pour leurs enfants aux écoles prestigieuses.

Les autorités locales dépendaient donc considérablement du centre, mais aussi, dans une plus petite mesure, et dans un plus petit degré, de leur entourage dans les républiques et les régions.

Ainsi, le nombre des principaux personnages de l'histoire soviétique d'après-guerre n'excédait probablement pas trois mille personnes⁵. Soit de 10 à 15 mille personnes, si on tient compte des membres de leurs familles. C'était justement ces gens qui personnifiaient le pouvoir en URSS.

Ces personnes étaient liées par des intérêts et une dépendance mutuels. Le principe de la *nomenklatura* plaçant, semblait-il, tous les fonctionnaires dans une situation de dépendance par rapport à l'appareil du Parti, n'était pas la loi universelle de l'organisation du pouvoir au pays. Bien sûr, sans approbation des organes du Parti, des différents départements du Comité central, du secrétariat ou du Politburo, il était impossible d'obtenir un poste dans ces instances. Cependant, si la candidature au poste en question n'était pas appuyée par le service



responsable - Conseil des ministres, ministères, Comité de Sécurité d'État (ce dernier étant tout à fait nécessaire), il était impossible d'obtenir au Comité central quelque poste d'importance que ce soit dans l'appareil d'État ou du Parti. En fait, on exigeait de la part des fonctionnaires un intérêt mutuel. La carrière du fonctionnaire s'interrompait là où la chaîne des obligations mutuelles prenait fin.

Les mécanismes de réalisation du pouvoir supposaient dans les cas ordinaires la coopération étroite de plusieurs institutions administratives : ministères et départements, Sovmin et services associés, appareil du CC du PCUS, secrétariat et Politburo. D'autre part, dans ce système de coordination apparemment irréprochable, l'expertise préalable s'effaçait en fait lorsque les décisions devaient être prises rapidement, ou lorsque ces décisions avaient une grande importance politique. Dans ces cas, les décisions étaient prises au niveau de la direction supérieure politique du pays (en général par le maître du Parti en accord avec le chef du Sovmin, du KGB et de l'armée).

À propos des documents. Je soulignerai que « l'ouverture des archives » et l'inclusion dans le fond de réserve scientifique d'un grand nombre de documents importants créa la possibilité de comparer ce sur quoi on réfléchissait et le résultat de ces réflexions, de confronter les bonnes intentions et les réalisations. J'ai tenté de faire en sorte que le lecteur puisse « entendre » Staline, Khrouchtchev, Brejnev, Andropov et les autres personnes, dont les opinions déterminaient le destin de millions de



gens. C'est pourquoi on trouvera dans ce livre beaucoup de citations, depuis « les conversations de table » de Staline à sa maison de campagne, notées par son ministre – garde du corps V.A. Malychev, ou encore les interventions publiques de Khrouchtchev, jusqu'aux sténogrammes, jusqu'à tout récemment encore secrets, des séances de la direction supérieure du Parti lorsque Khrouchtchev fut démis de ses fonctions, lorsque fut examiné le problème de l'envoi de troupes en Tchécoslovaquie, ou encore lorsque Gorbatchev se disputait avec Gromyko sur la question du développement futur du pays. Les centaines de pages des « notes de travail » des séances du Politburo et de la correspondance du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique sur diverses questions constituent le fondement de ce livre.

Je suis persuadé que le lecteur doit avoir la possibilité de juger lui-même de ce qui fut en réalité. J'espère que ces nombreux fragments de documents l'aideront dans cette tâche.

Les étapes de cette histoire du pouvoir : les frontières chronologiques de cette recherche vont de 1945 jusqu'à 1991, lorsque l'URSS cessa d'exister en tant que sujet de droit et se transforma en objet d'étude historique. On peut mettre en relief quelques étapes à l'intérieur de cette période.

1) 1945–1953. *Le rétablissement du pouvoir*. Les premières années de l'après-guerre furent le temps du rétablissement des principes de gestion



qui existaient avant la guerre. « La Guerre a démontré la solidité de l'ordre soviétique » : ce principe excluait toute possibilité de mener quelque réforme que ce soit au pays, bien que ce besoin de réformes existait. Le pouvoir coupa court aux attentes antikolkhoziennes largement répandues dans la société au cours des dernières années de la guerre. Staline se lança dans une vaste opération de répression contre les chefs d'armée les plus éminents, les dirigeants d'industrie et certains membres de l'appareil du Parti qui s'étaient distingués pendant la guerre. « Le principe nomenklaturiste de gestion » fut restauré dans toute sa plénitude.

La lutte « des princes » pour le pouvoir du chef vieillissant fut un élément caractéristique de cette étape. La rivalité de A.A. Jdanov et de G.M. Malenkov engendra un remplacement des élites prétendant au pouvoir. « L'affaire de Leningrad » signifia la destruction de cette portion de l'appareil du Parti qui était lié à Jdanov. Dans la construction du monde de l'après-guerre, deux pays se posèrent en chef, les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. L'opposition de ces deux superpuissances revêtit un caractère global et mis en place un nouvel équilibre des forces dans le monde. La deuxième guerre mondiale, ayant à peine eu le temps de s'achever, se transforma en guerre froide.

2) *1953—1956. Les réformes.* Il s'agit d'une courte mais extraordinairement orageuse période de l'histoire du pays et du pouvoir. La mort de Staline était réellement attendue depuis longtemps par ses collègues.



Immédiatement après sa mort, les positions de la « vieille garde » furent restaurées. Le pouvoir était détenu par un triangle : Malenkov, le président du Sovmin de l'URSS, Khrouchtchev, le secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et Beria, le ministre des Affaires intérieures. Ce triumvirat, où, dans les premiers mois, dominait évidemment Beria, entreprit alors une série de changements radicaux : on mit fin à plusieurs procès politiques (l'affaire des médecins, l'affaire du MGB), on commença les réhabilitations, on révisa la politique nationale, le culte de la personnalité fut officiellement condamné. Durant l'été 1953, Beria fut arrêté et plus tard fusillé. Cependant, les réformes se poursuivirent. De 1953 à 1954, à l'initiative de Malenkov, le joug fiscal sur la campagne fut adouci, on proposa de porter une attention prioritaire au développement de l'industrie légère. La lutte pour le pouvoir se prolongea. Khrouchtchev, s'appuyant sur l'appareil du PCUS, obtint le départ de Malenkov de son poste en l'accusant d'avoir participé aux répressions des années 40. Les réformes khrouchtchéviennes représentaient la variante la plus conservatrice de la modernisation du pays. La lutte de Khrouchtchev contre « le culte de la personnalité » fut avant tout pour lui un moyen d'éliminer du pouvoir ses collègues.

3) 1957—1962. *Dépasser l'Amérique.* En 1957, Khrouchtchev se retrouva *de facto*, et dès 1958, *de jure*, chef du Parti et de l'État, ayant ajouté à son titre de premier secrétaire du CC du PCUS le nouveau titre de président du



Conseil des ministres de l'URSS. Il élimina tous ses adversaires qui avaient tenté de le renverser en juin 1957 et envoya à la retraite le ministre de la Défense, le maréchal Joukov, le considérant comme potentiellement dangereux. La concentration du pouvoir entre les mains de Khrouchtchev fut accompagnée d'une sorte d'euphorie concernant la capacité de l'Union soviétique à atteindre n'importe quels buts au niveau national et mondial. La principale tâche économique pour les années à venir devint « Rattraper et dépasser les États-Unis » au niveau de l'élevage ; à long terme, en 10 ans, de « créer la base matérielle du communisme », et au niveau politique, d'assurer le passage de l'URSS au communisme en 20 ans. La réalisation de ces tâches ambitieuses se transforma en d'innombrables affaires douteuses, en roublardise administrative, et conduisit à la désorganisation de l'agriculture, à l'aggravation des problèmes d'approvisionnement du pays, à des manifestations de masses dans diverses villes.

4) 1962—1964. *L'Élimination de Khrouchtchev.* L'aventurisme de Khrouchtchev le rendit dangereux pour l'élite au pouvoir. Il poussa à plusieurs reprises le pays à la limite d'une guerre mondiale, menaça de façon irresponsable d'utiliser l'arme nucléaire au cours de la crise de Berlin et commisit plusieurs erreurs grossières au niveau de la planification politique lors de l'installation des fusées nucléaires soviétiques à Cuba. Il perdit le soutien de l'appareil du Parti et de l'État avec ses continuelles



réorganisations. La réduction du personnel militaire et les licenciements d'officiers conduisirent à son impopularité dans les rangs de l'armée. Le mécontentement à l'endroit de Khrouchtchev se transforma en complot, dont le centre devint une instance créée par Khrouchtchev, le Comité de contrôle du Parti et de l'État, avec à sa tête A.N. Chelepine. Ce sont les « jeunes » qui préparèrent et organisèrent le complot, mais l'initiative finale fut prise par la « vieille garde », avec à sa tête Souslov et Brejnev.

5) 1965—fin des années 1960. Les réformes et leurs limites. Il est incorrect d'estimer les premières années de « la direction collective », avec à sa tête Brejnev, comme une période de « stagnation ». Les premiers cinq ans de la direction de Brejnev présentent de nombreuses possibilités de développement. Le départ de Khrouchtchev ne se transforma pas en retour vers un néostalinisme, bien que la société se rendait compte très clairement de ce danger. La période post khrouchtchéviennne posa de nouveau à la direction politique supérieure du pays la question de savoir jusqu'où pouvaient aller les réformes. Où se situait cette limite, au-delà de laquelle la réforme pouvait atteindre et ébranler les bases du socialisme ? « La Réforme de Kossyguine » coïncida dans le temps avec les événements de Tchécoslovaquie, où furent démontrés de toute évidence les liens entre la liberté d'expression et la crise du Parti communiste, l'économie de marché et la révision des relations sociales. La fin des années 60 marqua le terme des tentatives de réforme du pays.



6) *Début des années 1970—1982. La « stagnation ».* La caractéristique spécifique de cette période fut la rare stabilité de l'élite dirigeante. L'Union soviétique développa de nouvelles et puissantes ressources au niveau des matières premières, pétrole et gaz, dont la vente devint la plus importante source de financement du pays. Les « pétrodollars » diminuèrent l'acuité de la nécessité de réforme de l'économie. L'URSS conduisit à cette époque une politique étrangère active, obtint la conclusion de l'accord d'Helsinki en 1975, selon lequel fut proclamé le principe de l'intangibilité des frontières d'après-guerre en Europe. L'intervention en Afghanistan fut une erreur stratégique, d'ailleurs prédéterminée par la doctrine politique du Parti communiste de l'Union soviétique. On assista à une « idéologisation » des diverses sphères d'activité de l'État. Cette idéologisation toucha particulièrement les domaines de la culture, de la science et des activités publiques. À la fin des années 70 se manifestèrent déjà clairement des signes de la crise dans divers domaines.

7) *1982—1985. Tentatives de renaissance du fondamentalisme communiste.* Cette période est associée à diverses tentatives visant à surmonter les manifestations de crise par des mesures administratives. Le nouveau secrétaire général, Andropov, menaçait les élites, les prévenant que désormais le principe de stabilité n'agirait plus. Andropov mit en place non seulement des mesures disciplinaires rigides, mais lança aussi une série de procès économique-politiques contre une partie de l'élite (« l'affaire



ouzbèke », « l'affaire des directeurs des magasins de Moscou »). De même, il augmenta considérablement la pression afin de mettre un terme à « l'ordre de la stagnation ». Au cours de la courte période de la direction de K.O. Tchernenko, ce dernier tenta de restaurer certains éléments de l'ancienne stabilité, en réaction à la politique d'Andropov.

8) 1985—1987. *La perestroïka*. Le nouveau secrétaire général du Comité central tenta de réaliser le programme de réformes partielles de l'économie, préparé par Andropov. L'essence de celui-ci se réduisait cependant au slogan de « l'accélération ». De nouveaux investissements dans l'industrie lourde, renforcés par « la discipline d'État » et la suite de la répression contre une partie de l'appareil d'État devaient assurer une croissance rapide de l'économie. Cependant, cette initiative échoua. De plus, en trois ans de campagne antialcoolique, on sabota le budget de l'État. S'étant heurté à l'aversion de la *nomenklatura* pour ses réformes, M.S. Gorbatchev devint l'initiateur d'un début de réformes politiques. Il tenta d'éliminer cette partie de la *nomenklatura* réfractaire par l'introduction d'une alternative basée sur le principe électoral. Le médicament se révéla plus dangereux que la maladie. Déjà, les premières élections conduisirent à une renaissance de la vie politique du pays, à l'apparition publique de l'opposition politique et à l'affaiblissement rapide de la position de l'idéologie communiste.



9) 1987—1990. *Réforme politique et crise politique de l'URSS*. 1987 devint une année charnière dans l'histoire politique de l'URSS. L'introduction d'alternatives, qui ne furent jamais permises dans l'histoire du pays, entraîna d'incalculables conséquences : la création des « groupements informels », la formation des « fronts populaires », prototypes d'alternative politique au PCUS, le développement des séparatismes. La décision de convoquer un Congrès des députés nationaux de l'URSS, malgré les tentatives du CC du PCUS de créer des « soupapes de sécurité », devint le prologue de la tenue d'une campagne électorale ou furent entendus des slogans anticommunistes, et de l'apparition à Moscou, au Kremlin, lors des séances du Congrès des députés nationaux de l'URSS, de mouvements d'opposition nationaux légaux. Les crises politiques et économiques se développèrent et prédéterminèrent la désagrégation de l'URSS.

10) 1990 — *milieu de 1991*. « *La Guerre des lois* ». Les élections au Congrès des députés du peuple de la RSFSR conduisirent à la domination des partisans de réformes radicales, avec à leur tête le président du Soviet suprême de la RSFSR, B.N. Eltsine. Après la Déclaration de la souveraineté d'État de la RSFSR commença un travail systématique visant à construire les fondements économiques et légaux de la Russie au sein de l'URSS, à faire passer les entreprises fédérales situées en RSFSR sous la responsabilité de la Russie, à réduire le niveau des contributions fiscales de la Russie à l'URSS. Cela, à son tour, amena une réduction considérable du



budget fédéral et une augmentation des tensions dans les relations entre les gouvernements russe et fédéral. Les premières élections présidentielles de l'histoire de la Russie conduisirent à une aggravation des conflits avec l'appareil du PCUS.

11) Deuxième moitié de 1991. L'effondrement de l'URSS. La volonté de surmonter la crise ouverte du pouvoir et de la structure de l'État poussa la direction fédérale à des mesures extraordinaires. Cela ne fit qu'aggraver la crise. Les tentatives de Gorbatchev de conclure un accord avec les pouvoirs républicains pour conserver l'Union, en lui conférant des éléments confédératifs, furent réduites en poussière par le putsch. Les deux jours de pouvoir du GKTCHP furent suffisants pour compromettre les pouvoirs fédéraux et l'appareil du PCUS en tant qu'éléments essentiels de la gouvernance en Union soviétique. Déjà à la fin d'août 1991 débutèrent les irréversibles processus de destruction du pouvoir et de dislocation du pays. La dernière étape de ce cheminement fut le référendum en Ukraine. Les citoyens de cette république, l'une des républiques fondatrices de l'URSS, réclamèrent leur sortie de l'Union, ce qui détruisit cette dernière. L'accord de Belovejski ne fut pas le début de la fin mais simplement une tentative convulsive de maintenir des relations de bon voisinage entre les républiques de l'ancienne URSS, et de ne pas permettre le développement d'un « scénario yougoslave », avec ses conflits nationaux sanglants.



Les héros ? Ce livre porte sur les personnages agissants de cette histoire du pouvoir. Un des symptômes les plus importants « de l'homme de pouvoir », c'est cette sorte de « déshumanisation », témoignage de sa vie et de ses actions avant sa prise de fonction, de sa lutte dévorante pour la possession et la préservation de son pouvoir. Le sens du pouvoir réside dans sa possession. C'est pourquoi il est absurde de diviser les hommes de pouvoir en « bons » et « mauvais ». Pour le pouvoir, il n'y existe pas de vérités ou de valeurs éternelles. Il est pragmatique, bien qu'il dispose de la capacité à décorer ce pragmatisme calculeur de structures idéologiques. Si le détenteur du pouvoir place certains éléments idéologiques plus hauts que la rationalité pratique, il est condamné.

Cette « expression vague du visage », ce que les critiques littéraires appellent l'ambivalence, c'est justement le portrait du pouvoir. Du point de vue de l'homme normal, les rôles de la victime et du bourreau ne se confondent pas, mais pour l'histoire de notre pays, cette confusion est un fait typique. Le secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique Kouznetsov, s'impliqua énergiquement dans la répression contre le haut-commandement après la guerre, pour devenir ensuite lui-même victime de l'affaire de Leningrad ; la main droite de Staline, Malenkov, l'héritier de Ejov au poste du chef du département des cadres du Comité central du VKP(b), fut aussi l'initiateur des réformes dans l'agriculture et alléga la pression fiscale sur la campagne ; l'antihéros



traditionnel de l'histoire soviétique, Beria, fut le premier à critiquer le culte de la personnalité et à mettre un terme aux procès staliniens...

De plus je peux assurer que l'inverse arrivait tout aussi souvent. Khrouchtchev, qui trahit à plusieurs reprises ses collègues, soutint consciencieusement les mystifications en matières économiques, tout en luttant à haute voix contre celles-ci ; le « libéral » Andropov soutint l'idée d'envoyer des troupes en Tchécoslovaquie et tentait constamment d'expulser Soljenitsyne...

Les gens au pouvoir ne changeaient pas. C'est la situation qui changeait.

La lutte politique, la lutte pour le pouvoir en URSS, fut continuellement liée aux concepts de terreur, de complots, de meurtres politiques parfois revêtus d'une forme légale : la mort de Staline, abandonné par ses collègues sans assistance médicale, le complot contre Beria, qui, au lieu d'accéder au poste de ministre de l'Industrie pétrolière qui lui fut d'abord proposé, reçut une balle ; les démissions forcées du maréchal Joukov et de Khrouchtchev en conséquence d'accords secrets exprimés plus tard sous la forme de plénums du Parti. Il convient de remarquer que cette combinaison de cruauté et de mystère de la lutte pour le pouvoir était une conséquence directe de l'absence de procédures et de principe de fonctionnement de pouvoir normaux, c'est-à-dire publics et démocratiques.



C'est pourquoi je ne donnerai pas de note de « bonne » ou « mauvaise » conduite. Des panégyriques furent écrits, sont écrits et seront écrits. Je tâcherai ici de m'en tenir à la rigidité des faits et des preuves documentaires. S'il le désire, que le lecteur fasse ses propres évaluations.



Notes de l'Avant-propos

- a Parmi les diverses tâches dont j'ai dû m'occuper, je soulignerais, en particulier ma participation à la préparation de la procédure d'assermentation du Président de la Russie en 1991, l'organisation de la réception de la documentation du CC du PCUS en août 1991, la direction de la commission gouvernementale pour la création des Armoiries d'État de la Russie, un voyage à titre d'envoyé spécial du président russe auprès du Président polonais L. Walesa avec des documents concernant Katyn, la préparation de documents pour la Cour constitutionnelle au sujet du « procès du PCUS », l'élaboration de la première loi de l'histoire de la Russie concernant les archives.
- b L'un de mes professeurs d'université, le professeur M.J. Siouzioumov, disait dans les années 60 que tout ce qui avait été écrit sur la Russie après l'insurrection des décembreistes n'était pas de l'histoire mais du journalisme... Cette affirmation à mon avis n'est pas seulement politique, mais aussi gnoséologique.
- c Une analogie s'impose avec la dispute de deux hommes érudits mêlés au pouvoir, dispute d'où sont sorties toutes les études sur l'histoire de la Russie de la deuxième moitié du XVIe siècle : la correspondance entre Ivan le Terrible et le prince Andreï Kourbsky.
- d Хлевнюк О.В., Политбюро. Механизмы политической власти в 30-е годы. Москва, 1996, page 266. Ce chercheur soutient qu'après la nomination de Staline en mai 1941 au poste de président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS, le Politburo fut en fait liquidé en tant qu'organisme permanent de la direction collective, se transformant au mieux en une simple instance consultative auprès de Staline. Malgré le caractère polémique, à mon sens, de cette affirmation, on ne peut nier que le centre de gravité du



pouvoir à durant la guerre et après la guerre passa du Politburo au Conseil des commissaires du peuple (ou à partir de 1946, au Conseil des ministres de l'URSS).

- e Чернев А.Д., 229 кремлевских вождей. Политбюро, Оргбюро, Секретариат ЦК Коммунистической партии в лицах и цифрах. Moscou, 1996, page 17.
- f ЦХСД, ф. 89, оп. 14, д. 31, л. 1.
- g Liste des abonnés du central téléphonique gouvernemental automatique ATS-1 au 1er juin 1991 (Moscou, 1991). Nous ne considérons pas la liste des abonnés de l'ATS-2 puisque elle doublait la liste des abonnés de l'ATS-1, tout en ajoutant à cette liste un certain nombre de collaborateurs de l'appareil de direction, remplissant en fin de compte les tâches de ces mêmes fonctionnaires énumérés dans le répertoire de l'ATS-1.
- h Le kraï et l'oblast sont deux types de divisions administratives du territoire (note du traducteur).
- i Liste des abonnés des centrales téléphoniques automatiques interurbaines gouvernementales des républiques, kraïs et oblast, 1er février 1990 (Moscou, 1990).
- j Sadovoïe Koltso (Садовое Кольцо), avenue qui encercle le centre-ville de Moscou.
- k Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (note du traducteur).
- l Conseil des ministres de l'URSS (note du traducteur).



- ^m Acronyme fréquent désignant le comité (kom) du Parti responsable d'un oblast (obkom), d'un kraï (kraïkom), d'une ville (gorkom) ou d'un district (raïkom) (note du traducteur).
- ⁿ Au début de 1990, 799 personnes occupaient ces postes. Ici et plus loin, extrait *Материалы делегату XXVIII съезда КПСС.*, Moscou, 1990, pages 19-20.
- ^o À titre indicatif et selon mes évaluations, près de 1 000 fonctionnaires.
- ^p À titre indicatif, près de 500 personnes. Voir *Материалы XXVII съезда Коммунистической партии Советского Союза.*, Moscou, 1987, pages 337-339
- ^q En 1986 - 2113 postes. Voir *Материалы делегату XXVIII съезда КПСС*, page 20.
- ^r Observation intéressante : on trouve dans le cahier des visiteurs de Staline les noms de près de trois mille personnes qui, à des moments divers entre 1924 et 1953 franchirent le seuil du cabinet de Staline. Soulignons que ce nombre comprend les diplomates étrangers et les représentants des partis communistes des autres pays. Voir *Посетители кремлевского кабинета И.В.Сталина. Журналы (тетради) записи лиц, принятых первым генсеком. 1924-1953 гг.* Édité par Коротковым А.В., Черневым А.Д., Чернобаевым А.А.//Исторический архив, 1994, N6, 1995, N2-6, 1996, N2-6, 1997, N1.



Note du traducteur

Toute traduction en français à partir d'un alphabet autre que le latin soulève des problèmes de translittération. En ce qui concerne la langue russe, il y existe dans les éditions trois types de translittération : l'une que l'on peut nommer « internationale », une seconde de type « slave » et enfin une troisième spécifiquement française.

La translittération « internationale » est en fait inspirée de la langue anglaise et certaines graphies, telle que le « zh », ne correspondent guère à la graphie française. Quant à la translittération slave, qui utilise la variante tchèque de l'alphabet latin, elle est certes la plus proche de la langue russe, mais nombre de ses caractères n'aurait pas été compris par la majorité des lecteurs. C'est pourquoi nous avons, dans l'ouvrage ici présenté, opté pour la troisième variante, puisque c'est elle qui, malgré ses limites et ses normes variables, respecte le plus la graphie de la langue française.

L'ouvrage de R.G. Pikhoia est destiné à la fois aux spécialistes de l'URSS et à un public plus large. Pour répondre aux objectifs de cette double destination, l'édition ici présentée recourt à un double système de



notes. Afin d'alléger la lecture pour le plus grand nombre, les références bibliographiques ont été reportés à la fin de l'ouvrage, alors que les notes renvoyant à des précisions ou à des détails utiles à la compréhension du texte ont été reportées en bas des pages correspondantes. Les premières sont indiquées par des chiffres arabes, les secondes, par des chiffres romains.

Benoît Gascon